

Conseil économique et social des Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Commission statistique pour l'Afrique
Septième réunion
Addis Ababa (en ligne), 13-15 octobre 2020

**Rapport d'étape sur la mise en œuvre du système
de comptabilité nationale de 2008 en Afrique***

Octobre 2020

* La version française du présent rapport n'a pas été établie par le Groupe français de traduction de la CEA, qui ne peut par conséquent en garantir la qualité.

I. Introduction

1. L'objectif du rapport est de présenter les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008 et du Système de comptabilité économique et de l'environnement (SCEE) en Afrique depuis la précédente session de la Commission (fin 2018) et jusqu'en septembre 2020 et les principales activités prévues au cours de la prochaine période.
2. La mise en œuvre du SCN 2008 est une initiative et un engagement internationaux, créant les conditions pour améliorer la qualité, la disponibilité, la cohérence et l'harmonisation des statistiques économiques et des comptes nationaux dans tous les pays. Au cours des deux dernières années, tous les pays, ainsi que les institutions panafricaines, Afristat, les Communautés économiques régionales, les organisations régionales et internationales et les partenaires au développement, ont travaillé collectivement pour mettre en œuvre le SCN 2008 afin de fournir des comptes nationaux à jour et de qualité, à l'appui de la bonne gouvernance économique, de l'intégration régionale et du développement durable. Des progrès significatifs ont été réalisés dans différents domaines de la comptabilité nationale malgré les défis auxquels le système statistique africain est confronté, notamment: (i) des ressources humaines, financières et techniques limitées; (ii) la faiblesse des capacités et des infrastructures statistiques; (iii) des systèmes de comptabilité nationale peu harmonieux; (iv) les incohérences et le caractère incomplet de la couverture de l'économie; et (v) étant parfois à un stade très embryonnaire de l'élaboration des comptes nationaux.
3. Le présent rapport donne un aperçu des activités entreprises pour la mise en œuvre et le développement du SCN 2008 et des résultats obtenus dans les domaines suivants : i) réévaluation du PIB ; (ii) élaboration des tableaux des ressources et des emplois (TRE); (iii) comptes nationaux trimestriels; (iv) l'intégration du programme de comparaison international de la parité de pouvoir d'achat (PPA); (v) le développement du SCEE. Il présente également les activités entreprises pour renforcer les capacités statistiques du commerce en valeur ajoutée (TiVA) et de l'indice des prix à la consommation (IPC). Le rapport est basé sur les résultats des enquêtes menées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en septembre 2020 auprès des pays et des partenaires et sur les documents disponibles sur Internet de différents pays, organisations internationales, agences régionales et partenaires au développement.
4. Ce rapport n'est pas exhaustif en raison d'une couverture limitée, malgré les efforts déployés pour être inclusif.

II. La mise en œuvre et le développement du SCN 2008

A. Réévaluation du PIB

5. L'un des principaux objectifs des comptes nationaux est de présenter l'évolution de l'économie en tenant compte de l'évolution des produits, des technologies et du comportement des consommateurs des ménages. Pour cette raison, des révisions des méthodes d'élaboration et des sources de données utilisées pour l'estimation du PIB ont lieu périodiquement, et l'élément le plus important est la mise à jour de l'année de

base. Il y a des pays africains qui n'ont pas mis à jour leur année de base des comptes nationaux depuis longtemps, tandis que d'autres la mettent à jour régulièrement. Par conséquent, les efforts de nombreux pays africains ont consisté à actualiser leur ancienne année de base du PIB à prix constants à une année plus récente, par exemple de l'année de base 2005 ou avant à une année plus récente, telle que 2015 ou 2016.

6. La procédure de rebasage est complexe et implique un processus consultatif et participatif qui inclut divers producteurs de données, fournisseurs de données et utilisateurs de données. Pour ces raisons, il s'agit d'un processus difficile, en particulier pour certains pays d'Afrique.

Situation actuelle

7. Au cours des deux dernières années, la majorité des Instituts nationaux de la statistique en Afrique ont élaboré un programme durable pour le changement de l'année de base et pour améliorer les élaborations des comptes nationaux, en se fondant sur leur objectif de fournir des données exactes et utiles aux utilisateurs. Des progrès ont été enregistrés dans de nombreux pays, mais il y en a encore dont l'année de base est ancienne de plus de cinq ans.
8. La situation actuelle basée sur l'enquête menée par la CEA est présentée à [l'annexe Tableau 1](#).
9. En général, les pays sont classés en trois groupes. Le premier groupe, appelé groupe « ayant déjà migré », comprend les pays qui ont entamé le passage vers le SCN 2008. Il y a 30 pays dans ce groupe : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Eswatini, Ghana, Kenya, Lesotho, Liberia, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Niger Afrique du Sud, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, La Gambie, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.
10. Le deuxième groupe, appelé groupe « 2018-2022 », comprend les pays qui ont prévu de passer au SCN 2008 entre 2018 et 2022. Ce groupe comprend 20 pays : Algérie, Angola, Botswana, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Éthiopie, Gabon, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone et Tunisie.
11. Le troisième groupe, appelé le groupe « indécis », comprend le reste des pays de la région.

Activités

12. Les organisations internationales et régionales ont fait des efforts pour soutenir les pays dans le processus de rebasage du PIB. En réponse à la demande des pays, le Centre africain pour la statistique (CAS), c'est-à-dire la Division statistique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a organisé un module de formation en ligne en octobre 2018 pour tous les pays africains. La formation a été suivie par 317 participants de 47 pays. La formation avait aidé à améliorer la compréhension des concepts, définitions, classifications, cadres comptables et sources de données qui sont importants pour le rebasage du PIB et améliorer les connaissances et les compétences des techniques sur la façon de conduire le processus.

13. En juin 2019, un atelier sur les questions d'élaboration de comptes nationaux (CN) pour les pays anglophones a été organisé par l'Institut de statistique de l'Union africaine (STATAFRIC). L'objectif principal était de fournir des conseils aux pays pour l'élaboration du PIB et des comptes nationaux et de permettre l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Pour les pays francophones, l'atelier a été organisé en octobre 2019.
14. La Banque africaine de développement (BAD) a organisé un atelier régional sur le partage d'expériences sur la rétropolation des comptes nationaux au Sénégal, en novembre 2019. L'atelier était dédié aux pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union économique et monétaire (UEMOA). L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités statistiques des pays en matière de rétropolation des comptes nationaux.
15. Un séminaire régional sur le rebasage du PIB basé sur les TRE a été organisé par la CEA conjointement avec l'UNSD et l'ONS UK du 12 au 15 novembre 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Trente-quatre statisticiens de 18 Instituts nationaux de la statistique (INS) ont participé au séminaire. Le but du séminaire était de renforcer encore les capacités techniques des participants sur le rebasage du PIB et de permettre un échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays, afin que les pays puissent passer à la troisième phase de ce programme de renforcement des capacités : c'est-à-dire réévaluer le PIB dans leurs pays respectifs dans les une ou deux prochaines années.
16. L'AFRITAC Est, l'AFRITAC Sud et le COMESA ont organisé un atelier régional conjoint en Zambie en janvier 2020 pour former les pays membres à de meilleures approches pour compiler de mesures de volume et de prix dans les comptes nationaux. Quarante-six représentants de dix-neuf Instituts nationaux de la statistique (INS) ont participé à l'atelier. Les délégués des pays ont identifié des faiblesses dans leurs pratiques de compilation actuelles et des domaines d'amélioration possibles, y compris le changement d'année de base pour le calcul des comptes nationaux et l'amélioration des sources de données.
17. En raison de la situation pandémique, un atelier en ligne pour le groupe d'experts sur les comptes nationaux annuels a eu lieu en juillet 2020 avec la participation de 34 pays, ainsi que la BAD, la CEA, Afristat, STATAFRIC et Expertise France. Le principal objectif était de renforcer les pays dans tous les aspects techniques de la compilation du PIB annuel, d'obtenir une mise à jour mutuelle de leur situation actuelle et d'informer sur la nécessité d'un soutien supplémentaire. Le projet de manuel sur les comptes nationaux a été présenté et discuté entre les participants.
18. Outre les formations, les pays africains ont reçu des appuis techniques individuels basés sur leurs besoins. De nombreuses missions ont été entreprises par des experts de différentes organisations au cours des deux dernières années. Il n'est pas possible de les présenter en détail dans le rapport ; pour plus de détails, veuillez-vous référer au tableau 2 de l'annexe à la fin de ce rapport. L'objectif est d'offrir une vue d'ensemble des pays bénéficiaires et des principaux prestataires.
19. STATAFRIC a accompagné les pays dans la mise en œuvre du SCN 2008 et l'amélioration dans différents domaines (rebasage du PIB, utilisation d'ERETES,

développement de sources de données pour l'établissement des comptes nationaux, etc.). Les pays bénéficiaires étaient le Burundi, Cap Vert, la République démocratique du Congo, la Guinée, le Libéria, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

20. De 2019 au premier semestre 2020, le Fonds monétaire international (FMI), à travers ses centres d'assistance technique régionaux en Afrique (AFRITAC), a mené plusieurs missions techniques dont l'objectif principal était d'aider les pays à établir une nouvelle année de base pour les comptes nationaux, qui est important pour la planification et la prise de décision pour le développement économique. Des résultats ont été obtenus dans des pays comme le Botswana, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Congo, la Gambie, le Ghana, le Gabon, le Kenya, le Rwanda, le Mali, le Malawi, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Togo et la Zambie. D'autres pays, Cap Vert, le Libéria et la Sierra Leone, ont commencé les activités préparatoires et ont fait des efforts pour collecter les données nécessaires à la refonte des comptes nationaux annuels.
21. La Banque mondiale (BM) a évalué la qualité des nouvelles séries de comptes nationaux au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Niger, en Tanzanie et au Togo.
22. Afin de soutenir les pays dans le processus de rebasage du PIB, la BAD et le FMI-AFRITAC ont fourni une assistance à plusieurs pays (Eswatini, Botswana, Malawi et Zambie).
23. Des missions conjointes (BAD, Afristat, FMI, Banque mondiale et CEA) ont été menées en Côte d'Ivoire (novembre 2019 et janvier 2020) afin d'appuyer le rebasage du PIB conformément au SCN 2008 et l'utilisation de nouvelles données d'enquête.
24. Un appui technique a été fourni conjointement par la BAD, Afristat, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le FMI, la Banque mondiale et la CEA au Niger et au Togo. Les missions réalisées au Niger (octobre 2019) et au Togo (janvier 2020), ont porté sur l'analyse des résultats du rebasage du PIB sur la base du SCN 2008.
25. L'examen par les pairs des comptes nationaux a été entrepris par la BAD en Ouganda en octobre 2019, ce qui a abouti à la publication du PIB réévalué et rebasé (novembre 2019).
26. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de France a offert un soutien important en 2019 (avec cinq missions et un soutien en ligne) et au premier semestre 2020 (soutien en ligne) au Cap Vert pour la mise en place de la nouvelle année de base pour les comptes nationaux (2015). Le Cap Vert a choisi ERETES comme principal outil de rebasage des comptes nationaux.
27. L'Insee a offert un appui technique à l'Algérie, au Burkina Faso, à l'Égypte et à la Tunisie pour l'alignement sur le SCN 2008 et l'utilisation d'ERETES pour l'établissement des comptes nationaux. En Egypte, l'appui a été apporté conjointement avec la BAD, lors de la mission réalisée en décembre 2019.

B. Compilation des TRE

28. Les tableaux des ressources et des emplois (TRE) jouent un rôle important en tant que cadre d'intégration des comptes nationaux. Le système des ressources et des emplois joue un rôle important en tant que cadre d'intégration des comptes nationaux. Il est le meilleur cadre pour calculer le PIB à prix courants et à prix constants dans une approche intégrée. Ils constituent l'outil du cadre comptable internationalement compatible pour une description systématique et détaillée de l'économie et de ses différentes composantes dans les relations avec d'autres économies.

Situation actuelle

29. Les TRE sont utilisés dans de nombreux pays africains comme cadre général pour l'estimation des comptes nationaux. Plusieurs pays élaborent et mettent à jour leurs TRE chaque année (voir annexe tableau 1). Il est à noter que sur 37 pays qui compilent des TRE, 22 d'entre eux le font chaque année.

Activités

30. La CEA, en collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et appuyée par l'Office national de statistique du Royaume Uni (ONS UK) et la Division statistique des Nations unies (DSNU), a lancé et entrepris un programme de renforcement des capacités pour aider les pays à actualiser, compiler et appliquer des TRE. Le programme consiste en une série d'activités en trois phases : un module de formation en ligne, un séminaire en face à face et des ateliers nationaux de suivi et assistance technique sur site.

31. L'approche en trois phases s'est avérée très efficace. En particulier, étant donné le climat actuel, les modules de formation en ligne ont permis une large participation et une participation régulière de presque tous les pays de la région. La formation en ligne s'est déroulée en anglais et en français, avec un pool de personnes ressources à l'intérieur et à l'extérieur du continent. Présentation combinée à des forums de discussion, elle a également permis de répondre à des questions spécifiques à un pays.

32. Au cours de la troisième phase du programme de renforcement des capacités sur la compilation et l'application des TRE en Afrique, la CEA a fourni un appui technique de 2019 à la date du présent rapport à Eswatini, aux Seychelles et à la Zambie. Suite aux activités entreprises, les TRE ont été compilés dans les pays participants.

33. Le FMI a fourni un appui technique à plusieurs pays (Tchad, Ghana et Nigéria) pour la production et l'équilibrage des TRE. Au Ghana, l'année de base 2013 a été utilisée pour finaliser les chiffres préliminaires du PIB annuel et trimestriel rebasé, pour équilibrer les années 2013 à 2018, et pour le rétrapolation des séries jusqu'en 2006. De nouveaux progrès ont été accomplis par le Nigéria vers le développement de la feuille de calcul TRE pour compiler le PIB rebasé et affiner les tableaux de transition.

C. Comptes nationaux trimestriels

34. Les comptes nationaux trimestriels (CNT) jouent un rôle important en fournissant des informations à court terme et en temps opportun pour l'élaboration des politiques et les besoins du public en matière de suivi de l'économie. Elle nécessite des instruments et des données statistiques de haute qualité et à court terme afin de fournir aux utilisateurs un ensemble d'informations comparables et fiables.

Situation actuelle

35. Conscients de l'importance des informations à court terme sur les comptes nationaux, les pays africains, avec l'appui d'organisations internationales et régionales, ont entrepris une intense activité de mise en œuvre et d'élaboration de CNT.

36. En septembre 2020, sur 45 pays ayant répondu à l'enquête menée par la CEA, 27 ont compilé et diffusé le PIB trimestriel (PIBT). L'approche production est utilisée dans tous les pays et l'approche des dépenses est utilisée en plus de cela dans presque la moitié des pays. L'Afrique du Sud compile le PIBT sur la base des trois approches (production, dépenses et revenus). Les résultats de l'enquête sont présentés à l'annexe tableau 1.

Activités

37. Les approches méthodologiques et les pratiques de compilation ont été présentées aux pays dans le cadre de différents ateliers et séminaires. STATAFRIC a organisé en 2019 un atelier / formation sur les CNT pour l'Éthiopie, et ateliers sur les questions d'élaboration des comptes nationaux pour les pays d'expression anglaise et pour les pays d'expressions française respectivement. En juillet 2020, une réunion en ligne sur les problèmes de compilation CNT induits par la pandémie de Covid-19 a eu lieu avec la participation de 33 pays, ainsi que de la CUA, d'AFRISTAT, de la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), INSEE et Expertise France / PAS.

38. Le FMI a fourni un appui technique aux pays africains pour la compilation du PIBT par des approches de production et de dépenses, à prix courants et constants. De nombreuses missions ont été entreprises et des directives pratiques pour le processus de compilation ont été distribuées.

39. L'Insee a soutenu l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour le développement de CNT.

D. Programme de comparaison internationale (PCI)

40. Le PCI est une initiative statistique mondiale créée au début des années 70 pour produire des niveaux de prix, des valeurs de dépenses et des estimations de parités de pouvoir d'achat (PPA) comparables au niveau international, dans le but de faciliter les comparaisons entre pays des niveaux de prix et des agrégats économiques en termes réels. Les mesures des agrégats économiques basés sur les taux de change ne reflètent pas les différences de niveaux de prix entre les pays et ne conviennent donc pas aux décisions politiques qui devraient, en principe, porter sur des volumes exempts de

distorsions de prix. En établissant l'équivalence du pouvoir d'achat, où un dollar achète la même quantité de biens et de services dans tous les pays, les données PPA permettent des comparaisons entre pays d'agrégats et de structures économiques sur la base des volumes, sans distorsions de prix et de taux de change.

41. Le cycle PCI 2017 a été lancé avec succès aux niveaux national, régional et mondial, sous la coordination de la Banque mondiale. La collecte de données a eu lieu de 2016 à 2018 et les résultats ont été publiés en 2020. Le PCI Afrique n'était pas seulement une source de données fiables et pertinentes pour les politiques, il était également une plate-forme régionale cohérente pour le renforcement des capacités statistiques.
42. La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué que 50 pays participaient au cycle 2017 : l'Égypte, le Maroc et le Soudan participent aux comparaisons régionales en Afrique et en Asie occidentale. Certains autres pays, comme la Libye et le Soudan du Sud, bénéficient d'activités de renforcement des capacités mais ne participent pas à la comparaison régionale de 2017. À l'heure actuelle, sous la coordination de la BAD, les résultats du PCI 2017 sont en préparation pour être publiés (d'ici la fin de l'année).
43. Après près de deux ans de collecte de données pour les données sur les prix et les comptes nationaux, la BAD, en collaboration avec le COMESA et AFRISTAT, a organisé un atelier de validation des données et de clôture du cycle 2017 du PCI. L'atelier s'est tenu en Éthiopie en avril 2019. L'atelier a également profité de l'élan pris et des expériences acquises jusqu'à présent au cours de ce cycle 2017 du PCI pour jeter les bases des préparatifs du cycle d'activités 2020 du PCI.

E. Élaboration du système de comptabilité économique et environnementale (SEEA)

44. Le Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) est une norme statistique internationale qui représente une intégration des comptes environnementaux et économiques. À la suite du système, un TRE étendu à l'environnement (TRE-EE) permet aux pays d'examiner leurs ressources et l'utilisation de leurs ressources environnementales dans le contexte de leurs économies.
45. Le développement du SCEE représente un nouveau défi pour les pays africains. Un solide soutien des gouvernements, des décideurs et des parties prenantes est nécessaire pour mobiliser toutes les ressources nationales. Une coopération étroite avec les ministères de tutelle concernés et un effort commun pour obtenir des ressources financières auprès de sources nationales et internationales est le meilleur moyen de poursuivre le développement.

Situation actuelle

46. Rares sont les pays du continent qui ont commencé à établir des comptes économiques et environnementaux. Le manque de capacités humaines et financières est le principal obstacle à la collecte, à la compilation et à la diffusion de données économiques et environnementales dans de nombreux pays africains. Sur la base de l'enquête de septembre 2020, une dizaine de pays avaient des activités dans ce domaine (voir le tableau 1 de l'annexe).

Activités

47. La CEA a déployé un programme de renforcement des capacités visant à faire progresser les statistiques et les comptes de l'environnement en Afrique depuis 2018-2019. Le programme comportait trois phases similaires aux autres programmes menés par la CEA. Une formation en ligne et un séminaire régional en face-à-face qui a eu lieu en 2018, et suivi par une assistance technique et des ateliers nationaux pour aider les pays pilotes participants à mettre en œuvre le développement dans leurs pays du SCEE.
48. La formation en ligne organisée au printemps 2018 a fourni les connaissances de base concernant le SCEE, y compris la méthodologie pour les comptes de l'eau, de l'énergie, des émissions, des terrains, des forêts et des déchets. L'application des TRE-EE aux politiques publiques et aux objectifs de développement durable (ODD) a également été incluse. Y ont participé 372 participants de 49 pays. La deuxième phase, le séminaire en présentiel organisé en juillet 2018, a réuni 51 participants de 15 pays. Le séminaire a été conçu pour guider les participants à travers l'approche modulaire et la pratique des procédures nécessaires pour compiler et appliquer les comptes SCEE et TRE-EE, y compris six grands comptes environnementaux. L'achèvement réussi de la phase II a préparé les pays à la phase III qui comprend des ateliers nationaux et une assistance technique.
49. Pour consolider les travaux en cours de la phase III et pour échanger les expériences nationales de ce programme de renforcement des capacités, un séminaire régional sur l'élaboration des comptes de l'énergie et des forêts conformément au Cadre central (SCEE-CF) et sur l'agriculture, la foresterie et la pêche (SCEE -CFP) a eu lieu début septembre 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Plusieurs ateliers nationaux et missions d'assistance technique ont été organisés au cours de la phase III dans chacun des pays participant aux pays pilotes. Le Burundi, le Ghana et le Nigéria ont achevé la compilation des TRE-EE d'énergie; et le Cameroun, le Maroc et le Sénégal ont achevé la compilation des TRE-EE des forêts d'ici la fin de 2019. dans chacun des pays.
50. Actuellement, la Banque mondiale fournit une assistance technique à l'Égypte, au Maroc, à l'Ouganda et à la Zambie pour développer le SCEE. L'objectif de la collaboration est de développer les différents systèmes de comptabilité suivants : émissions dans l'air et déchets (Égypte), terrains et forêts (Ouganda et Zambie), eau (Zambie), comptes des écosystèmes (Maroc) et comptabilité du capital naturel (CCN) des services côtiers dans les sites pilotes (écosystèmes marins et côtiers) plus les dépenses liées au changement climatique (Maroc).

III. Statistiques connexes

A. Commerce en valeur ajoutée (TiVA)

51. Les biens et services achetés sont composés d'intrants provenant de divers pays du monde. Cependant, les flux de biens et de services au sein de ces chaînes de production mondiales ne sont pas toujours reflétés dans les mesures conventionnelles du commerce international. Le développement du commerce en valeur ajoutée (TiVA) aborde cette question en considérant la valeur ajoutée de chaque pays dans la production de biens et services consommés dans le monde. Les indicateurs TiVA sont

conçus pour mieux informer les décideurs politiques en fournissant de nouvelles perspectives sur les relations commerciales entre les nations.

52. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, partant, les ODD cherchent à faciliter de nouvelles voies de développement pour l'Afrique en inversant la marginalisation du continent dans l'économie mondiale et en l'aidant à rattraper les économies plus développées. Les services peuvent jouer un rôle important car ils représentent une opportunité pour les pays africains de déclarer une valeur ajoutée plus élevée et de libérer le potentiel industriel et commercial de l'Afrique. Dans ces conditions, un défi majeur consiste à évaluer la contribution du secteur des services à l'économie et à comprendre la complexité des chaînes de valeur mondiales et régionales des services, qui sont essentielles au développement des services.

Activités

53. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en collaboration avec la CEA, a élaboré le projet « Renforcer l'élaboration des politiques commerciales des services pour l'intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur régionales à l'appui du Programme 2030 » pour la période 2017-2021. Il propose de renforcer les capacités pour mesurer la valeur ajoutée générée par les chaînes de valeur régionales (CVR), d'évaluer dans quelle mesure le développement du secteur des services peut améliorer la négociabilité des biens et services et de soutenir le développement des cadres politiques nécessaires pour permettre aux secteurs ' croissance.
54. L'objectif du projet est d'appuyer un groupe de pays et régions africains avec des outils et des méthodologies pour mieux comprendre les chaînes de valeur des services dans trois secteurs de services clés sélectionnés qui sont essentiels pour le commerce et, en même temps, peuvent générer des sources importantes de revenus et de moyens de subsistance durables pour les Africains. Ces secteurs de services sont : les services financiers, les services touristiques et les services d'infrastructure. Les pays présélectionnés sont : l'Éthiopie et le Kenya (pour les services d'infrastructure), la Gambie et le Mali (pour les services touristiques) et le Nigéria et le Togo (pour les services financiers).
55. En janvier 2019, la CNUCED et la CEA ont organisé conjointement un séminaire de formation des formateurs pour discuter et valider une méthodologie, utilisant à la fois des outils quantitatifs et qualitatifs, pour mesurer la contribution des services aux CVR. Les outils analytiques ont été adaptés au contexte des pays bénéficiaires.
56. À la suite du séminaire régional de formation des formateurs tenu à Addis-Abeba, la CNUCED et la CEA ont conjointement aidé les six pays bénéficiaires du projet à organiser des séminaires nationaux. Ces ateliers ont été dirigés par les stagiaires qui ont participé au Séminaire d'Addis-Abeba, avec l'appui et la supervision du personnel de la CNUCED et de la CEA. Au Kenya et en Éthiopie, les séminaires ont été organisés respectivement les 14-15 mai et 12-13 juin 2019. Les séminaires ont également réuni des participants des secteurs public et privé, qui ont discuté des contraintes des services de transport aux niveaux national et régional, et des moyens pour exploiter tout leur potentiel. En Gambie et au Mali, les séminaires ont eu lieu, respectivement, les 22-23 mai et 29-30 juillet 2019. Les approches méthodologiques

pertinentes disponibles pour mesurer et évaluer les contributions des services touristiques à la performance économique et à l'intégration des chaînes de valeur ont été discutées lors des événements. Au Nigéria et au Togo, les séminaires se sont tenus respectivement les 23-24 mai et 12-13 juin 2019 et ont débattu de l'organisation des chaînes de valeur des services financiers aux niveaux national et régional, ainsi que des outils disponibles pour évaluer leurs contributions aux chaînes de valeur.

57. Au premier trimestre de 2020, la CNUCED et la CEA ont aidé des consultants nationaux et des parties prenantes dans chacun des pays du projet à entreprendre des études sur la chaîne de valeur dans certains sous-secteurs de services.
58. L'OMC a lancé avec la CEA au début de 2020 le projet de "Développement de la capacité statistique en Afrique pour l'intégration dans les bases de données du commerce en valeur ajoutée (TiVA)". Le projet fournira un appui technique au pays sélectionné pour le projet afin d'acquérir une expérience en TiVA pour le futur renforcement des capacités dans la région.
59. La CEA, en coopération avec l'OMC et l'OCDE, a organisé une formation en ligne sur la mesure du TiVA. Il a débuté le 15 septembre 2020 et a une durée de près de 4 semaines (jusqu'au 8 octobre 2020). Il y avait 335 participants de 48 pays, ainsi que 30 participants de 14 organisations et partenaires internationaux et régionaux. Le but de la formation en ligne est de fournir aux statisticiens africains des connaissances statistiques de base sur les concepts et les indicateurs de TiVA et des chaînes de valeur mondiales (CVM), ainsi que sur les données requises à inclure dans les tableaux internationaux entrées-sorties (TIES) sous-jacents utilisés pour générer la TiVA et d'autres indicateurs de CVM, en particulier les tableaux nationaux des ressources et des emplois (TRE), des séries chronologiques cohérentes des systèmes de comptabilité nationale (SCN) (principaux agrégats et mesures de la production de l'industrie) et des statistiques du commerce bilatéral des biens et services.

B. Collecte de données sur l'IPC

60. L'amélioration des données sur les prix, y compris le rebasage de l'indice des prix à la consommation (IPC) et l'élaboration d'un indice des prix à la consommation (IPCH) et d'un indice des prix à la production (IPP) harmonisés sont importantes pour les comparaisons internationales, la préparation du budget et la formulation de la politique monétaire.

Activités

61. Les organisations internationales et régionales ont soutenu les pays africains dans leurs efforts pour améliorer la compilation de l'IPC. Au cours de la période considérée, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), avec l'appui technique d'AFRISTAT, a finalisé le projet concernant la compilation de l'IPCH. Le but de l'IPCH est de mesurer l'inflation monétaire qui peut être différente de l'IPC national, qui sont utilisés à des fins différentes, comme mesure du coût de la vie ou indexation des salaires.
62. Les pays bénéficiaires du projet étaient le Cameroun, le Tchad, le Congo, la République centrafricaine, le Gabon et la Guinée équatoriale. Au cours du projet, le

logiciel Phoenix a été installé, le panier de biens et services établi, les données collectées et les premières estimations de l'indice des prix publiées.

63. Afristat a organisé en janvier 2020, un séminaire de présentation officielle du nouvel IPCH au Gabon.
64. Le FMI a fourni une assistance technique pour la refonte de l'IPC et l'amélioration des estimations dans plusieurs pays, notamment : Cap Vert, Érythrée, Gambie, Ghana, Kenya, Libye, Malawi, Rwanda, Soudan du Sud, Sierra Leone, Tanzanie et Tunisie.
65. Les restrictions imposées en raison du COVID-19 ont créé des difficultés pour les activités de collecte de données statistiques car la plupart des enquêtes sont menées au moyen d'entretiens en face à face. Cela a eu un impact sur la compilation des indicateurs, l'un d'entre eux étant l'IPC. Pour répondre aux nouveaux défis, des efforts conjoints sont nécessaires pour trouver des solutions techniques adaptées aux pays africains. Pour cette raison, la CEA, avec des institutions partenaires, a organisé un séminaire régional par téléconférence sur la collecte de données pour la compilation de l'IPC dans le contexte de Covid-19 dans les semaines du 18 au 28 mai 2020. Le séminaire a fourni un forum pour l'échange et partage des pratiques et des expériences entre les pays, les organisations internationales et régionales, les universités et les partenaires de développement.
66. L'Insee a organisé au Maroc en avril et mai 2020, quatre visioconférences afin de soutenir la compilation de l'IPC en période pandémique et de mettre en place une enquête auprès des ménages sur l'impact socio-économique du COVID-19 sur leur consommation.
67. La CEA a lancé en août 2020 un « Observatoire des prix de la CEA » pour une vue unique des variations de prix dans les pays africains, les Communautés économiques régionales et au niveau continental. L'objectif est de regrouper les prix et les taux de change de tous les pays africains en une seule plate-forme facilement accessible aux citoyens, aux décideurs et aux autres parties prenantes. La plateforme comportera des analyses mensuelles, trimestrielles et annuelles de l'inflation.

C. Publications

68. Les publications préparées à l'appui de la mise en œuvre et de l'élaboration du SCN 2008 et des statistiques connexes sont les suivantes :
 - « Guide opérationnel sur la façon de réévaluer le PIB » (« Guide opérationnel »), élaboré par le Centre africain pour la statistique (CAS). Il fournit des conseils pratiques aux comptables nationaux sur le rebasage du PIB.
 - Le « Guide d'analyse des ressources naturelles dans les comptes nationaux » (préparé par le FMI) présente et explique un ensemble de tableaux modèles standard utilisant les concepts recommandés dans le SCN 2008. Les tableaux modèles guideront la compilation des comptes nationaux des ressources naturelles et fourniront des indicateurs permettant de comprendre l'impact macroéconomique des variations de la production et des prix des ressources naturelles.

69. Les publications connexes en préparation sont les suivantes :

- Le « Manuel sur la méthodologie de rétropolation des comptes nationaux » préparé par l'ONU. Il fournit aux Instituts nationaux de la statistique des directives et des conseils appropriés sur la rétropolation. Le manuel traite en détail de la nécessité de données rétrospectives des comptes nationaux, de la conception et de la gestion d'un processus de rétropolation, des différentes approches méthodologiques pour la rétropolation, de l'assurance qualité et des problèmes de communication.
- « Manuel de l'indice des prix à la consommation - Concepts et méthodes » (FMI). Le manuel représente une mise à jour du manuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) 2004, pour incorporer les changements dans les meilleures pratiques et méthodes, pour harmoniser les concepts de l'IPC avec le SCN 2008 et pour inclure des conseils de compilation plus pratiques.
- « Manuel sur les bases de la compilation du PIB des pays africains » (STATAFRIC) qui vise à aider le personnel des comptes nationaux à mettre en œuvre le SCN 2008.

IV. Conclusions, perspectives et points de discussion

A. Conclusions

70. Au cours de la période considérée, des activités significatives ont été menées et des réalisations enregistrées. Les pays ont fait des efforts pour la mise en œuvre et le développement du SCN 2008. Le niveau des réalisations en statistiques diffère d'un pays à l'autre, mais il est nécessaire de souligner les résultats obtenus dans le rebasage du PIB, la compilation des TRE et du SCEE, le développement des comptes nationaux trimestriels et le rebasage de l'IPC, ainsi que l'amélioration de la qualité des sources de données utilisées pour les comptes nationaux.
71. Des ressources importantes ont été acheminées vers les pays par les organisations internationales, les agences régionales et d'autres donateurs pour les aider à atteindre les objectifs prévus pour la mise en œuvre et l'élaboration du SCN 2008. Une partie d'entre eux est présentée à l'annexe Tableau 2. Les programmes mis en œuvre comprennent une formation par le biais de séminaires, d'ateliers et de cours sur des sujets prioritaires, de nombreuses missions techniques entreprises par des experts et le partage des meilleures pratiques du processus de compilation des indicateurs économiques.
72. Compte tenu des contraintes qui existent dans les pays (conditions socio-politiques, ressources humaines et financières limitées, capacité d'absorber les connaissances), il est nécessaire de renforcer la coordination des donateurs dans certains domaines et une meilleure collaboration entre les partenaires d'exécution et les statistiques des bureaux.
73. L'année 2020 a été marquée par les crises pandémiques. Malgré les conditions de travail difficiles, les programmes en place se sont poursuivis et les pays ont reçu un soutien, utilisant différents outils de communication. Covid-19 a apporté une nouvelle série de défis aux pays et à la communauté statistique. La compilation et la diffusion de données statistiques en temps voulu et de manière régulière ont reçu un appui et les bureaux de statistique ont déployé des efforts considérables pour produire et diffuser des indicateurs économiques avancés. Cependant, il y a eu des défis importants en

Afrique. Les effets négatifs perturbateurs du COVID-19 piégeront les pays dans un cercle vicieux de ressources limitées et de performances médiocres dans le soutien aux efforts de planification des pays en développement. Les capacités des INS à collecter, compiler et diffuser même les données minimales nécessaires, sans parler de répondre aux nouveaux défis, et de répondre aux nouvelles demandes de données et de statistiques seront compromises. Le manque de données précises pour le marquage des décisions éclairées aura probablement un impact négatif sur le développement économique et social des pays.

B. Perspectives

74. Pour assurer la continuité des opérations, les pays et les organisations internationales partageront les meilleures pratiques en matière de continuité des opérations afin que les bureaux de statistique puissent développer leur activité, publier les principaux indicateurs économiques tels que le PIB, l'IPC, la balance des paiements et mettre en place de nouveaux projets. Les experts partageront des idées et développeront de nouveaux indicateurs qui aideront les citoyens, les gouvernements et les entreprises à comprendre l'interaction entre les soins de santé et l'économie.
75. Le programme en place se poursuivra au cours de la prochaine période et les nouveaux seront définis en fonction des exigences des partenaires au développement. Les besoins exprimés par les pays sont de les aider à mettre en œuvre les exigences du SCN 2008, de mettre à jour régulièrement l'année de base utilisée pour mesurer les estimations du PIB en volumes, le développement des TRE et des indicateurs SCEE et d'autres statistiques connexes. Les pays seront également soutenus pour poursuivre les améliorations de l'IPC sur la base du Guide pratique de production d'indices des prix à la consommation 2009 et, une fois que le Manuel de l'IPC mis à jour sera finalisé, incluront un soutien aux pays pour produire des mises à jour plus régulières du panier de biens et services et améliorations supplémentaires des procédures de compilation.
76. Il convient de noter certaines actions concrètes prévues pour la prochaine période, telles que :
 - Organisation par la BAD d'un séminaire en ligne technique sur l'état de la mise en œuvre du SCN 2008 dans les pays membres régionaux afin de faire le point sur la pratique des comptes nationaux et de préparer les échéances à venir dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19.
 - STATAFRIC prévoit d'organiser un atelier en ligne sur certaines questions de compilation des comptes nationaux pour les pays
 - La BAD prépare le cycle ICP 2021, qui débutera à partir de janvier 2021
 - STATAFRIC prévoit d'améliorer au cours de la prochaine période (octobre 2020-avril 2021) la méthodologie de compilation trimestrielle des agrégats macroéconomiques pour les Communautés économiques régionales et l'Union africaine et d'organiser une formation en ligne de suivi sur les comptes nationaux trimestriels.

77. Les pays Membres continueront de renforcer les capacités de leur personnel et de développer et d'améliorer la qualité des comptes nationaux et des statistiques des prix. La mise en œuvre des différents plans de travail sera affectée à l'avenir par la pandémie de Covid-19. Les activités programmées et les résultats prévus seront continuellement examinés et ajustés le cas échéant.

C. Points de discussion

78. La Commission de statistique est invitée à exprimer ses vues sur les points suivants :

- L'avancement du projet africain sur le SCN 2008 et le SCEE et d'autres statistiques économiques
- Poursuite de l'appui au développement du SCN en tant que cadre de développement statistique, en tenant compte des ressources humaines et financières
- Initiatives spécifiques pour soutenir les États membres qui accusent un retard dans la mise en œuvre du SCN
- Coordination internationale du soutien apporté aux pays
- Adapter les stratégies de développement et la coopération à la nouvelle situation due aux conditions pandémiques

Annexe Tableau 1 : État des comptes nationaux et du SCEE dans les pays

Pays	Situation actuelle			Fréquence de mise à jour le TRE			Le TRE est pour l'année	le PIB trimestriel	SCEE	
	SCN utilisé	Année de base du PIB	TRE	Chaque année	Tous les 2 ans	≥ 5 ans			Comptes élaborés	Plan pour
Algérie	SCN 1993	2001	O	√			2018	O		
Angola	SCN 1993	2002	O	√			2014	O		
Benin	SCN 2008	2015	O	√			2017	O		
Botswana	SCN 1993	2006	N					O	Énergie, eau, minéral	
Burkina Faso	SCN 2008	2015	O	√			2017	O		
Burundi	SCN 2008	2016	O	√			2017	O	Energie	
Cap Vert	SCN 1993	2007	O	√			2017	O		
Cameroun	SCN 2008	2005	O	√			2019	O	Compte forestier expérimental	
République centrafricaine	SCN 1993	2005	O	√			2017	N		
Tchad	SCN 1993	2005	O	√				N		
Comores	1993 SNA	2007	O	√				N		
Congo	SCN 1993	2005	O	√			2016	N		
Cote d'Ivoire	SCN 2008	2015	O	√			2018	O		
République Démocratique du Congo	SCN 1993	2005	O	√				N		
Djibouti	SCN 2008	2013	O	√			2014	N		
Egypte	SCN 2008	2012	O		√		2014-2015	O		

Pays	Situation actuelle			Fréquence de mise à jour le TRE			Le TRE est pour l'année	le PIB trimestriel	SCEE	
	SCN utilisé	Année de base du PIB	TRE	Chaque année	Tous les 2 ans	≥ 5 ans			Comptes élaborés	Plan pour
Guinée Equatoriale	SCN 1993	2006	O	√			2017	O		
Érythrée	SCN 1993	2006	N	N				N		
Eswatini	SCN 2008	2011	O			√	2018	O		
Ethiopie	SCN 1993	2011	O			√				
Gabon	SCN 1993	2001	O	√				N		Énergie, eau, forêt et pêche
Gambie	SCN 2008	2013	N							
Ghana	SCN 2008	2013	O			√	2004	O		
Guinée	SCN 1993	2006	O	√			2018	N		Énergie, eau, forêt et pêche
Guinée-Bissau	SCN 1993	2005	Y	√				N		
Kenya	SCN 2008	2009	O			√				
Lesotho	SCN 2008	2012	N					O		
Liberia	SCN 2008	2016	N					N		
Libye	SCN 2008									
Madagascar	SCN 1993	2007	O			√		O		
Malawi	SCN 1993	2010								
Mali	SCN 1993	1997	O	√			2017	O		
Mauritanie	SCN 2008	2014	O	√			2017	N		
Maurice	SCN 2008	2006	O			√	2013	O	Eau	

Pays	Situation actuelle			Fréquence de mise à jour le TRE			Le TRE est pour l'année	le PIB trimestriel	SCEE	
	SCN utilisé	Année de base du PIB	TRE	Chaque année	Tous les 2 ans	≥ 5 ans			Comptes élaborés	Plan pour
Maroc	SCN 2008	2007	O			√	2019	O		
Mozambique	SCN 2008	2014	O	√			2017	O		Forest and fisheries
Namibie	SCN 2008	2015	N					O		
Niger	SCN 2008	2015	O	√				N		
Nigeria	SCN 2008	2010	O			√	2010	O	Energie	
Rwanda	SCN 1993	2011								
Sao Tome et Principe	SCN 1993	2008	O					N		
Senegal	SCN 2008	2014	O	√			2018	O	Forêts et ressources en bois	
Seychelles	SCN 2008	2014	O			√	2014	O		Compte des actifs monétaires
Sierra Leone	SCN 1993	2006	N					N		
Somalie	SCN 2008	2017								
Afrique du Sud	SCN 2008	2010	O			√	2017	O	Énergie, eau, forêt et pêche	
Sud Soudan	SCN 2008	2010								
Soudan	SCN 1968	1981	N					N		
Togo	SCN 2008	2016	O	√			2018	N		Compte des actifs physiques et monétaires
Tunisie	SCN 1993	2010	O	√				O	Compte de l'eau 2000-2015	Compte des dépenses environnementales

Pays	Situation actuelle			Fréquence de mise à jour le TRE			Le TRE est pour l'année	le PIB trimestriel	SCEE	
	SCN utilisé	Année de base du PIB	TRE	Chaque année	Tous les 2 ans	≥ 5 ans			Comptes élaborés	Plan pour
Ouganda	SCN 2008	2010	O			√				
Tanzanie	SCN 2008	2015	O			√	2015	O		
Zambie	SCN 2008	2010	O			√	2010	O		
Zimbabwe	SCN 2008	2016	O			√	2012	N		

Source : enquête CEA, septembre 2020

Annexe Tableau 2: Activités des agences et des institutions partenaires

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
BAD		
(a) Activités achevées (dans la période 2019-2020)		
Programme de comparaison international régional (PCI) 2017, atelier de validation et d'édition des données	Tous les pays participants (50 PMR)	1-5, Avril 2019
Atelier de formation sur le déploiement du cadre d'évaluation de la résilience et de la fragilité des pays (CERFP)	21 PMR ainsi que des délégués d'institutions partenaires sélectionnées : CEA ; AFRISTAT ; UEMOA et SADC	9-13 décembre 2019
Atelier régional sur le partage d'expériences sur la retropolation des comptes nationaux	Tous les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et Djibouti	11 au 15 novembre 2019
Mission exploratoire sur les comptes nationaux en Égypte	Personnel du Ministère du Plan et du CAPMAS (INS)	17 au 19 septembre 2019
Mission conjointe ERETES exploratoire au Caire (Egypte) (INSEE et BAD)	Tous les personnels du ministère du Plan	16 au 18 décembre 2019
Mission d'examen conjointe à Niamey (Niger) sur l'évaluation du rebasage du produit intérieur brut (PIB) (Afristat, UEMOA, FMI, BM, CEA)	Tous les personnels de l'INS du Niger	21-25 octobre 2019
Mission d'examen conjointe à Lomé (Togo) sur l'évaluation du rebasage du produit intérieur brut (PIB);	Tous les personnels de l'INSEED du Togo	27-31 janvier 2020.
Examens des comptes nationaux par les pairs des pays d'Afrique	Ouganda, Kenya, Botswana et Zambie	10-13 septembre 2019
Atelier de formation sur les systèmes de bases de données des comptes nationaux (NADABAS) pour les pays d'Afrique.	Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie, Zambie, Kenya, Mozambique, Ouganda et Soudan ainsi que des représentants du Secrétariat de la SADC, de Statistics Suède, de Statistics Norvège et de la BAD	28 janvier - 1 février 2019
(b) Activités en cours		
Préparation de la diffusion des résultats 2017 du PCI	54 PMR	D'ici la fin de 2020
Préparation du cycle PCI 2021	54 PMR	À partir de janvier 2021
Assistance technique des comptes nationaux conjoints BAD et FMI-AFRITAC aux pays	Eswatini, Botswana, Malawi et Zambie	En cours

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
(c) Activités prévues		
Séminaire en ligne technique sur l'état de la mise en œuvre du SCN 2008 dans les PMR	Tous les pays francophones	05-09 octobre 2020
Institut de statistique de l'Union africaine (STATAFRIC)		
a) Activités achevées (au cours de la période 2019-2020)		
Missions d'assistance technique au Bureau national des statistiques du Soudan du Sud pour la mise en œuvre du SCN 2008	Soudan du Sud	15-18 avril 2019
Assistance technique pour l'établissement des comptes nationaux	INS Tanzanie	29 avril-3 mai 2019
Assistance technique pour l'établissement des comptes nationaux	EASTC, Tanzanie	6 mai 2019
Assistance technique pour la mise en œuvre du 2008	Cabo Verde	15-19 juillet 2019
Assistance technique à la RDC	RDC	22 juil-2 août 2019
Assistance technique au Soudan du Sud pour la mise en œuvre du SCN 2008	Soudan du Sud	26-29 août 2019
Assistance technique à la Tanzanie pour la mise en œuvre du SCN 2008	INS Tanzanie	10-13 septembre 2019
Formation sur les comptes nationaux	Tanzanie (EASTC). 10 conférenciers de l'EASTC ont participé à la mission d'assistance technique. Tous sont chargés de l'enseignement des comptes nationaux ou du moins des statistiques économiques	16-19 septembre 2019
Assistance technique à la Guinée	Guinée	21 oct.-01 nov.2019
Assistance technique pour la mise en œuvre du SCN 2008	Liberia	11-15 novembre 2019
Assistance technique pour la mise en œuvre du SCN 2008	Burundi	2-13 mars 2020 et 2-13 décembre 2019
Atelier / Formation sur les comptes nationaux trimestriels de l'Éthiopie	Ethiopie	11-14 mars 2019
Atelier sur les questions de compilation des comptes nationaux pour les pays anglophones	CUA, EASTC, SADC, Afrique du Sud, Angola, Botswana, Égypte, Éthiopie, Gambie (La), Ghana, Lesotho, Maurice, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria,	19-21 juin 2019

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
	Seychelles, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.	
Atelier sur les comptes nationaux trimestriels des pays francophones	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Sénégal, Tchad, Togo Tunisie, CUA, CEDEAO, UMA, AFRISTAT, BAD	8 au 12 juillet 2019
Atelier sur les comptes nationaux trimestriels pour les pays anglophones	Afrique du Sud, Botswana, Égypte, Eswatini, Ghana, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Rwanda, Seychelles, Soudan, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe et SACU	30 septembre-4 octobre 2019
Atelier sur les problèmes de compilation des comptes nationaux pour les pays francophones	Bénin, Burkina Faso, RCA, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, RDC, Madagascar, Maroc, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, CEDEAO, AFRISTAT et la Banque mondiale.	22-25 octobre 2019
Réunion électronique sur les problèmes de compilation des comptes nationaux trimestriels induits par la pandémie de Covid-19	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Égypte, Guinée équatoriale, Eswatini, Ghana, Lesotho, Libye, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe, CUA, AFRISTAT, CEDEAO, IGAD, SADC, INSEE, Expertise France / PAS	6-7 juillet 2020
Groupe d'experts sur les comptes nationaux annuels de l'atelier en ligne	Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Eswatini, Éthiopie, Gambie, Ghana, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Maroc, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie, CUA, BAD, CEA, AFRISTAT, COMESA, EAC, CEDEAO, IGAD, SADC, UMA, Expertise France	16-17 juillet 2020
Développement d'une méthodologie sur des sujets sélectionnés de compilation des comptes nationaux	Tous les 55 États membres (EM) et 8 CER	Juin-juil 2019
Appui à la CUA pour le développement d'une méthodologie	112 participants à la réunion en ligne, dont des représentants d'Algérie, du	13 juillet 2020

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
de compilation d'agrégats macroéconomiques trimestriels pour l'Afrique et les CER et organisation d'une réunion en ligne pour discuter de la méthodologie	Bénin, du Burkina Faso, du Cabo Verde, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Eswatini, du Ghana, du Lesotho, de Madagascar, de Maurice, du Maroc, du Niger, du Sénégal, des Seychelles, du Soudan, du Togo, de la Tunisie, Ouganda, Zambie, CEN-SAD, COMESA, EAC, CEEAC, CEDEAO, IGAD, UMA, SADC, CUA, BAD et AFRISTAT	
(c) Activités planifiées		
Améliorer la « méthodologie de compilation trimestrielle des agrégats macroéconomiques pour les Communautés économiques régionales et l'Union africaine ».	Tous les 55 membres de l'UA + 8 CER	Octobre 2020 - avril 2021
Organiser des formations en ligne de suivi sur les comptes nationaux trimestriels. Deux sessions (EN, FR) de deux après-midi chacune	Tous 55 CUA PM	Octobre 2020 - avril 2021
Assistance technique	Éthiopie, Burundi, Libéria, Zimbabwe, Niger, Bénin et Madagascar	Octobre 2020 - avril 2021
Atelier en ligne sur certains problèmes de compilation des comptes nationaux pour les pays anglophones	Burundi, Tanzanie, Guinée, RDC, Soudan du Sud et Soudan	Octobre 2020 - avril 2021
Manuel sur les bases de la compilation du PIB pour les pays d'Afrique	Tous les 55 États membres de l'UA et 8 CER	Octobre 2020 - avril 2021
Soutenir certains États membres de l'UA dans la compilation des tableaux des ressources et des emplois (TRE)	Égypte, Eswatini, Gambie, Lesotho, Libéria, Soudan et Zambie	Octobre 2020 - avril 2021
Atelier sur les problèmes de compilation des comptes nationaux	Tous les 55 États membres de l'UA et 8 CER	Octobre 2020 - avril 2021
CEMAC		
(a) Activités achevées (au cours de la période 2019-2020)		
Finalisation du projet Indice harmonisé des prix à la consommation finale des ménages en zone CEMAC	Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad	Ce projet a été mis en œuvre entre 2017 et 2019 avec l'appui technique d'AFRISTAT sur financement de l'Union Européenne
(b) Activités en cours		

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
Élaboration du Programme statistique sous régional de la CEMAC	Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad Et toutes les institutions spécialisées de la sous-région	Le programme est décennal et doit couvrir la période 2021 - 2030
CEA		
(a) Activités achevées (au cours de la période 2019-2020)		
Projet sur la compilation et l'application de tableaux ressources emplois étendus à l'environnement (TRE-EE) de l'énergie et de la forêt	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en ligne : 49 pays - Séminaires régionaux f2f (2): 15 pays (au séminaire 1) et 6 pays (au séminaire 2) - Assistance technique / ateliers nationaux : Burundi, Cameroun, Ghana, Maroc, Nigéria et Sénégal. 	Oct 2018-déc 2019
Projet conjoint avec la CNUCED sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA)	Éthiopie, Kenya, Mali, Nigéria, Gambie et Togo	Janv-déc 2019
(b) Activités en cours		
Programme de renforcement des capacités sur la compilation et l'application des tableaux des ressources et des emplois (SUT)	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en ligne: 47 pays - Séminaire régional f2f: 18 pays - Assistance technique / ateliers nationaux : Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Soudan et Togo. 	Sept 2017 -
Programme de renforcement des capacités sur la réévaluation du PIB	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire régional en ligne : 51 pays - Séminaire régional : - Assistance technique / ateliers nationaux: 	Janv.2019 -
Programme de renforcement des capacités pour soutenir les États membres dans la collecte de données sur l'IPC	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire régional en ligne : 51 pays - Séminaire régional : - Assistance technique / ateliers nationaux : 	Mai 2020 -
Projet de création d'une base de données TiVA en Afrique	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en ligne : 48 pays - Séminaire régional : - Assistance technique / ateliers nationaux: 	Sept 2020 -
FMI		
(a) Activités achevées (dans la période 2019-2020)	Egypte	13-22 janvier 2019
IPI	Tunisie	18-22 février 2019
Indice des prix à la consommation	Tunisie	18-22 FÉVRIER 2019

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
Mission des comptes nationaux METAC	Soudan	3-12 févr.2019
Prix	Soudan	17-21 février 2019
Comptes nationaux et tableaux SUT	Maroc	10-11 juin 2019
Comptes nationaux	Tunisie	10-14 juin 2019
Comptes nationaux	Egypte	28 juillet au 8 août 2019
Mission des comptes nationaux	Djibouti	8-19 septembre 2019
Mission des comptes nationaux METAC	Egypte	27-31 octobre 2019
Comptes financiers	Egypte	17-28 novembre 2019
EGY- Mission de statistiques des prix	Tunisie	13-17 janvier 2020
Comptes nationaux	Egypte	27 janvier-6 février 2020
Statistiques des comptes nationaux	Tunisie	15-26 juin 2020
Comptes financiers sectoriels (AT à distance)	Libye	1 au 12 juin 2020
Mission CPI	Soudan	16-27 août 2020
Redéveloppement du système de compilation des comptes nationaux (AT à distance)		
INSEE		
(a) Activités achevées (dans la période 2019-2020)	Algérie	19 mars
Comptes nationaux avec Eretes	Algérie, Maroc, Tunisie	19 juillet
Comptes trimestriels	Tunisie	19 octobre
Comptes nationaux, SCN 2008	Egypte	19 déc.
Comptes nationaux avec Eretes	Cabo Verde	19 février
Comptes nationaux avec Eretes	Cabo Verde	19 juillet
Comptes nationaux avec Eretes	Cabo Verde	19 déc.
Comptes nationaux avec Eretes	Burkina Faso	19 mars
Équilibrage automatique du flux de marchandises	Côte d'Ivoire	19 mai
Comptes régionaux	Afristat	19 novembre
Méthodologie de retropolation pour les comptes nationaux		
BM		
(a) Activités achevées (dans la période 2019-2020)	Rwanda	2013-2019
Programme Rwanda-WAVES (Comptabilité patrimoniale et évaluation des services écosystémiques)		

Activités	Pays / pays bénéficiaire	Durée de l'activité à réaliser
(b) Activités en cours	Ouganda	2018-2020
Programme Ouganda-WAVES	Zambie	2017-2020
Programme Zambie-WAVES	Maroc	2019-2020
Programme Maroc-WAVES	Egypte	2019-2020
Programme Égypte-WAVES		

Source : enquête CEA, septembre 2020
